



COMMUNIQUÉ

FÉDÉRATION NATIONALE DES SALARIÉS DU SECTEUR DES ACTIVITÉS POSTALES ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS CGT
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex Tél. 01 48 18 54 00 • Fax 01 48 59 25 22 • www.cgt-fapt.fr • fede@cgt-fapt.fr

Montreuil, le 9 Juillet 2019

Groupe La Poste - Docapost DPS

Il n'y a pas de fumée sans feu !

Dans une convocation adressée aux actionnaires de la société Docapost DPS en date du 1er juillet 2019, Le Groupe La Poste ainsi que le Groupe Docapost avait mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale du 9 juillet, la dissolution anticipée de la société.

Une nouvelle convocation leur était adressée le 5 juillet indiquant la décision de continuation de la Société.

Il n'y a pas de fumée sans feu ! Personne n'est dupe sur les intentions du groupe La Poste, qui ne cache pas ses envies de lâcher l'activité de l'édition alors qu'une alternative est possible dans l'intérêt des salariés concernés ainsi que le maintien et développement de ce type d'activités.

Actuellement ce sont plus de 800 salariés concernés sur de nombreux départements dans l'hexagone.

La CGT s'oppose fermement à toute tentative de dissolution de la société Docapost DPS et appelle l'ensemble des salariés à se mobiliser à partir de leurs revendications et pour leur avenir, sous toutes les formes décidées collectivement.

Ce ballon d'essai n'est pas anodin. Il est lié à la stratégie du Groupe La Poste qui ne cache pas sa volonté de se séparer de l'activité édi-

tique pour mieux sous traiter. Stratégie aussi liée à la volonté de privatisation du Service Public Postal par la direction de La Poste et le gouvernement avec la prise de contrôle du Groupe à 66% par la CDC (caisse de dépôt et consignation), et au désengagement de l'État devenant minoritaire avec 34% des parts.

Alors qu'un Monopole financier s'organise pour des projets d'acquisition à l'international dans le domaine du colis et de la logistique, ainsi que dans la prise de contrôle et la monétisation d'activités de service public dans le domaine de la santé et des services à la personne, le Groupe La Poste veut brader la partie éditique et sacrifier près d'un millier d'emplois.

Pour la CGT des investissements doivent être réalisés pour le maintien et le développement des activités, permettre la pérennisation de l'emploi stable et qualifié

Une alternative est possible, c'est ce que propose la CGT dans le cadre de l'ouverture d'une négociation nationale au niveau du Groupe La Poste qui lui permette de prendre et d'assumer ses responsabilités sans que les salariés n'aient à subir la stratégie imposée par quelques dirigeants !!!